FNIGC | CGIPN

Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations

2013-2014
4e RAPPORT ANNUEL AUX MEMBRES

présenté à

Assemblée générale annuelle du CGIPN

17 septembre 2014 | Première Nation St. Mary, Colombie-Britannique

L'ÉNONCÉ DE VISION DU CGIPN

« Fondé sur des principes des Premières Nations, le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations est un modèle autochtone d'excellence en matière de recherche et de données pour le mieux-être de nos peuples et de nos communautés »

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 3

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE 4
État des résultats du CGIPN 4
Dotation 4
Budget de fonctionnement 2014-2015 5
Gestion des installations et opérations 5
Formation et perfectionnement du personnel 6
Améliorations à la gestion financière 6
Vérification financière 6
Projets spéciaux et collaborations 6
Rapport sur la Stratégie nationale de prévention du suicide chez les jeunes Autochtones 7
Protocole d'entente sur le développement de partenariats 8
Partenariats 8
Sauvegarde du serveur et récupération des données en cas de catastrophe 8
Rencontres du conseil d'administration et reddition de compte 8
Bourse annuelle nationale d'études postsecondaires 9
Planification stratégique 9
Conclusion 10

RAPPORT DE L'ENQUÊTE RÉGIONALE SUR LA PETITE ENFANCE, L'ÉDUCATION ET L'EMPLOI CHEZ LES PREMIÈRES NATIONS (EREEEPN) 2013-2014 11
Réalisations 12
Prochaines étapes 12
Conclusion 12

L'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations 13
Réalisations de l'ERS 13
Remerciements 15

COMMUNICATIONS 16
FNIGC.ca 16
Vidéo sur les principes de PCAP® 17
Campagne sur le « Pouvoir des données » 18
Papier sur le Projet pilote de sensibilisation communautaire 18
Médias sociaux 19
Communications relatives à l'ERS 20
Nouvelles du Soleil levant 20
Autres activités 21
Publications 21
Conclusion 21

Enquête communautaire de l'EREEE/ERS 22
Réalisations 22
Prochaines étapes 22

PCAP® 23
Les fondements des principes de PCAP® 23
OCAMP 24
Enregistrement de la marque de commerce PCAP® 24

THE FIRST NATIONS DATA CENTRE 25

PERSONNES-RESSOURCES AU CGIPN 26

FNIGC | CGIPN
First Nations Information Governance Centre
Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations

MESSAGE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au nom du conseil d'administration, nous aimerions souhaiter la bienvenue aux délégués et aux organisations membres du Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations (CGIPN) à notre Assemblée générale annuelle 2014.

Au cours des 12 derniers mois, le CGIPN a pris de l'expansion pour être davantage en mesure de réaliser son mandat comme organisation des Premières Nations reconnue et respectée au service des besoins en matière de recherche et d'information des membres et des communautés des Premières Nations. La croissance de notre organisation a été soutenue par l'adoption de nouvelles technologies et l'apprentissage de nouvelles façons d'entrer en relation avec le monde autour de nous.

L'année que nous venons de terminer a vu plusieurs importantes réalisations pour le CGIPN, lesquelles vous seront révélées au fil de votre lecture du Rapport annuel 2013-2014. Depuis notre dernière Assemblée générale annuelle, à Wendake, au Québec, en septembre 2013, le CGIPN et ses partenaires régionaux ont amorcé différents projets spéciaux, initiatives et partenariats.

Plus particulièrement, nous avons procédé au déploiement d'une nouvelle enquête nationale, l'Enquête régionale sur la petite enfance, l'éducation et l'emploi chez les Premières Nations (EREEEPN) (voir page 13), nous avons réalisé et lancé une vidéo qui explique ce que sont le CGIPN et les principes de PCAP® des Premières Nations (voir page XX), nous avons publié de nombreux articles sur les principes de PCAP® et l'ERS (voir page 18), nous avons commencé à travailler à un cours en ligne sur les fondements des principes de PCAP® (voir page 21), nous avons lancé un outil en ligne qui permet d'accéder sans frais aux données du CGIPN (voir page 23), nous avons procédé à une révision de l'Enquête communautaire qui sera maintenant administrée de façon novatrice (voir page 17), et nous avons développé une nouvelle version améliorée de la Phase 3 de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations pour un lancement en 2014-2015 (voir page 11). Et ce ne sont là que quelques uns des faits saillants!

Cette liste d'activités variées met en évidence le fait que le CGIPN est maintenant reconnu comme la première source d'information au Canada sur les Premières Nations qui vivent dans les réserves et les collectivités nordiques. Alors que nous poursuivons sur notre lancée, nous continuerons d'utiliser ce statut pour améliorer le bien-être des membres des Premières Nations qui vivent dans les 633 communautés d'un bout à l'autre du pays. Qu'il s'agisse d'améliorer l'accès à notre important volume de données, d'élargir notre portée éducative et notre développement des capacités, ou de continuer notre travail d'enquête dans les communautés, nous sommes toujours conscients des besoins des nôtres.

Nous aimerions profiter de cette occasion pour reconnaître l'excellent travail des partenaires régionaux du CGIPN sans lesquels notre travail d'enquête ne serait pas possible, du personnel national du CGIPN, et des membres bénévoles de notre conseil d'administration, qui nous font profiter de leurs précieux avis, conseils et orientations stratégiques sur une base régulière et fiable.

Respectueusement,

Ceal Tournier, présidente
Tracy Antone, trésorière
Sonia Isaac Mann, coprésidente
Sarah « Sally » Johnson, secrétaire

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

État des résultats du CGIPN

Ayant ouvert ses portes le 1er août 2010, le CGIPN célèbre cette année son quatrième anniversaire comme entité des Premières Nations à but non lucratif. Ses quatre années se sont révélées fort stimulantes comme période de croissance et de développement stratégiques, de défis, de succès et d'innovations créatrices alors que nous continuons de croitre dans le cadre de notre mandat comme organisation des Premières Nations représentant la première source d'information sur les Premières Nations au Canada.

L'énoncé de vision du CGIPN se lit d'ailleurs comme suit :

« Fondé sur des principes des Premières Nations, le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations est un modèle autochtone d'excellence en matière de recherche et de données pour le mieux-être de nos peuples et de nos communautés »

Nous avons été témoins de nombreuses et excellentes réalisations cette année, notamment :

- La production et la présentation en primeur d'une vidéo du CGIPN sur les principes de PCAP®;
- L'acceptation du logo PCAP® comme marque de commerce déposée par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;
- La publication de nombreux articles et papiers analysant et faisant la promotion des principes de PCAP® et les données de l'ERS;
- L'organisation d'une séance nationale conjointe du conseil d'administration, des coordonnateurs régionaux, des analystes de données et des équipes de soutien régionaux, et de l'équipe nationale du CGIPN pour aider à définir notre Plan stratégique, notre vision et notre mission;
- Le développement d'une nouvelle version améliorée de l'Enquête communautaire de l'EREEE et de l'ERS en ligne, laquelle a été rendue possible grâce à la rétroaction et à l'orientation du conseil d'administration et des régions;
- L'expansion des activités de communication et de sensibilisation auprès des membres des Premières Nations et de l'ensemble de la population, par l'entremise des plateformes de médias sociaux et d'importantes améliorations au site Web du CGIPN;
- Le développement et la mise en œuvre de Données en ligne du CGIPN, un outil en ligne gratuit qui permet d'accéder aux données publiées du CGIPN;
- Le développement de l'accès et des activités du Centre de données des Premières Nations, y compris une application en ligne;
- L'élaboration d'une nouvelle version améliorée de la Phase 3 de l'ERS en collaboration avec les partenaires régionaux et les autres partenaires, dont l'APN et Santé Canada;
- Et bien d'autres développements emballants qui sont soulignés dans ce Rapport annuel.

Dotation

Chaque année, le CGIPN est fier de l'ajout de personnel talentueux à son équipe nationale. Chaque employé(e) apporte un ensemble de compétences et une personnalité uniques à ses tâches quotidiennes, et, tous ensemble, les employés ont contribué au succès de l'année dernière. Notre personnel actuel au CGIPN comprend :

Gail Mc Donald, directrice générale
Colette Kataquapit, adjointe exécutive aux opérations
Brad Mackay, coordonnateur des communications
Jerry Lanouette, coordonnateur de la formation et du développement
Albert Armieri, coordonnateur de projet statistique principal
Maria Santos, coordonnatrice du Centre de données des Premières Nations
Alexandra McGregor, coordonnatrice de l'Enquête communautaire
Addie Pryce, coordonnatrice de l'ERSPN et du développement des capacités
Fei Xu, analyste statistique principale
Alana Roscoe, analyste de données de l'ERSPN
Lorraine Cheechoo, adjointe administrative de l'ERSPN et de l'EREEEPN
Derek Thompson, chargé de projet national de l'EREEEPN
Kyla Marcoux, coordonnatrice technique de l'EREEEPN (intérim.)
Venkata Ramayanam, analyste de données de l'EREEEPN
Angela Ashawasegai, adjointe administrative et réceptionniste au CGIPN
Lyndsy Gracie, adjointe de projet de l'ERSPN (en congé de maternité)
Katie Wood, coordonnatrice technique de l'EREEEPN (en congé de maternité)

Personnel quittant le CGIPN :

Hilary Lafrance, responsable de la tenue de livre et de la paie

Bénévoles et personnel fédéral en détachement :

Dre Esther Usborne, DGSPNI, Santé Canada
Yilin Chen, étudiante, université de Carleton

Jerry Lanouette et Lorraine Cheechoo

Brad Mackay, Fei Xu, Alexandra McGregor, Alana Roscoe, Albert Armieri, Addie Pryce, Derek Thompson, Maria Santos, Kyla Marcoux, Gail Mc Donald, Collette Kataquapit et Angela Ashawasegai

Budget de fonctionnement 2014-2015

Chaque année, le budget de fonctionnement du CGIPN est présenté à notre comité des finances et au conseil d'administration pour approbation. Ce budget annuel identifie les revenus perçus, les revenus reportés et indique les besoins budgétaires pour le personnel, le fonctionnement, les projets et nos obligations et livrables contractuels.

Le CGIPN tire la majorité de ses revenus de contrats avec le gouvernement fédéral pour nos deux projets d'enquête nationaux : l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations (ERSPN), financée par Santé Canada, et l'Enquête régionale sur la petite enfance, l'éducation et l'emploi chez les Premières Nations (EREEEPN), financée par l'entremise d'une entente avec Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC). Cette année, le financement de la Phase 3 de l'ERS en est à la deuxième année de sa mise en œuvre, tandis que l'EREEE est dans la quatrième année de son accord de financement quinquennal.

Cet été, AADNC a sollicité une proposition du CGIPN pour une nouvelle enquête potentielle qui traiterait de l'emploi chez les Premières Nations. Une proposition a été soumise en juillet pour l'« Enquête régionale sur l'emploi chez les Premières Nations » (ou ERE) pour un total de 19,5 millions de dollars, fondée sur des soumissions budgétaires nationales similaires pour l'EREEE. Une fois le financement approuvé, la nouvelle enquête devrait être amorcée en 2016.

Des revenus additionnels sont générés par les contrats d'accès aux données et de services de données offerts par le Centre de données des Premières Nations (CDPN). Ceux-ci comprennent des projets spéciaux avec des ministères fédéraux, des universitaires, des étudiants, etc. dont la gestion est assurée par voie de contrats de services et de contrats développés spécifiquement pour le CDPN relativement aux tableaux généraux, aux tableaux personnalisés, aux services de données et autres produits connexes. Ces contrats sont stricts et assurent la sauvegarde et la protection des données du CGIPN ainsi que le respect des principes de PCAP®.

Le budget de fonctionnement est fondé sur les dépenses actuelles réelles et sur l'historique, la réduction ou l'augmentation des dépenses, les obligations contractuelles et les livrables, l'attribution de contrats régionaux, l'identification de tout revenu reporté, et de potentielles allocations régionales non distribuées en raison de livrables tardifs ou de non-réception de livrables. Les activités prévues grâce aux fonds générés par les frais administratifs sont dûment notées et liées aux activités du Plan stratégique du CGIPN.

Chaque année, dans la mesure du possible, des sommes affectées et réservées en vertu des politiques et procédures financières du CGIPN sont mises de côté dans un compte portant intérêt.

Les frais administratifs du CGIPN servent à soutenir des projets non financés, tel qu'identifiés dans le Plan stratégique et le Plan de travail annuel.

Gestion des installations et opérations

En novembre 2013, le bureau principal du CGIPN est déménagé de son emplacement initial, au 49 Ford Lane, Unit 1, à Akwesasne, en Ontario, au 325 Island Road, Unit 2, également à Akwesasne. Le déménagement, rendu nécessaire en raison d'un différend relatif à la propriété par les locateurs, a été effectué de façon opportune et efficace.

Notre nouveau bureau est plus vaste, jouit d'un emplacement central, et comprend une petite cuisine, un espace pour le serveur, un espace d'entreposage, et un grand bureau central qui peut accueillir deux postes de travail et une toilette privée. Le loyer est inférieur de 100 $, mais nous devons maintenant assumer les coûts de chauffage et d'électricité; cela s'équivaut cependant au cours d'une année. Dans l'ensemble, nous sommes très satisfaits de notre nouvel emplacement.

Également, nous avons apporté quelques améliorations à notre succursale d'Ottawa au cours de la dernière année, dont le remplacement de stores âgés de 30 ans par des persiennes qui procurent un plus grand degré de confort environnemental. Cette grande amélioration s'est faite à un coût minime.

En 2013, le premier contrat de location d'un photocopieur du CGIPN avec Xerox est venu à terme. Suite à un processus de demande de propositions, nous avons décidé d'acheter deux nouveaux photocopieurs pour nos bureaux à Ottawa et à Akwesasne. L'option d'achat versus la location a été convenue à la suite de l'examen exhaustif des modalités de location qui ne se sont pas révélés favorables en ce qui a trait au respect de la garantie et à l'entretien. En bout du compte, nous avons négocié des modalités très avantageuses et l'achat de l'équipement.

Formation et perfectionnement du personnel

La formation et le perfectionnement du personnel du CGIPN se sont déroulés tout au long de l'année. La formation a été offerte par différentes entreprises de formation, et des séances ont été organisées, principalement au bureau d'Ottawa. Ces séances ont permis au personnel d'acquérir de nouvelles compétences à niveau dans les domaines suivants :

- Microsoft Project
- Adobe Photoshop
- Communications et dynamisation de l'équipe
- Premiers soins et RCR
- Quick Books Pro
- Logiciel de gestion financière Sage Accpac
- Outil Web Hoot Suite

Améliorations à la gestion financière

Cette année, nous avons apporté plusieurs améliorations à nos procédures de gestion financière, dont la transition à un nouveau logiciel de gestion financière plus sophistiqué, soit Sage Accpac. En février 2014, les membres du conseil d'administration ont donné des directives pour assurer la transition vers Accpac parce que Microsoft QuickBooks Accounting ne pouvait plus répondre aux demandes croissantes de nos exigences en matière de production de rapports financiers.

La firme Ascend Business Solutions a été embauchée pour fournir des services conseils, le logiciel, de la formation et du soutien dans la transition vers Accpac, notamment en produisant notre comptabilité des années précédentes. Beaucoup de temps et d'énergie ont été investis dans cette transition au cours des sept derniers mois et nous sommes heureux de pouvoir annoncer que la transition est complétée et tout fonctionne comme il le doit. Nous souhaitons remercier tout particulièrement Colette Kataquapit, notre nouvelle adjointe exécutive aux opérations, qui a assumé la direction du dossier de la transition. Colette cumule plus de 10 ans d'expérience avec Accpac et ses compétences et son expertise se sont avérées de précieux atouts. Colette fournira assurera le soutien et l'encadrement des opérations de gestion des finances et des contrats du CGIPN au bureau principal et au bureau d'Ottawa, et elle assistera la conseil d'administration dans ses fonctions de développement et de coordination des politiques opérationnelles.Autre amélioration à notre gestion des finances : la capacité de payer des factures régulières en ligne par l'entremise de notre institution bancaire. Cela accélère évidemment les paiements et réduit la nécessité d'émettre des chèques mensuels pour des dépenses opérationnelles usuelles.

Vérification financière

La vérification financière 2013-2014 du CGIPN a été réalisée par BDO Canada LLC. Le Rapport de vérification a été présenté au conseil d'administration du CGIPN et approuvé par celui-ci le 17 juin 2014, lors d'une rencontre dûment convoquée et tenue à Ottawa. Le Rapport sera également présenté lors de l'Assemblée générale annuelle des membres, le 18 septembre 2014, dans la réserve de St. Mary, en Colombie-Britannique. Le CGIPN s'est de nouveau vu décerner l'évaluation générale de « faible risque » par AADNC étant donné qu'il a répondu à toutes les exigences de production de rapports et de soumission d'outils et de reddition de compte corporatifs et de bonne gouvernance.

Projets spéciaux et collaborations

Agence de santé publique du Canada

En février 2014, le CGIPN a été approché par l'Agence de santé publique du Canada (ASPC) pour collaborer à un nouveau projet du Réseau pancanadien de santé publique, en partenariat avec l'Institut canadien de santé publique et Statistique Canada.

Prévu pour mai 2015, le projet sera fondé sur un ensemble de résultats en santé et d'indicateurs relatifs aux déterminants de la santé, classés selon le statut socioéconomique et différents groupes de la population, dont les Premières Nations (sur et hors réserve), les Métis, et les Inuit. Le rapport

généré par les « Indicateurs des iniquités en santé » vise à jeter les bases pour une surveillance et un mécanisme de rapport systématiques sur les iniquités en santé au Canada, et permettra le suivi ultérieur des tendances et l'identification d'iniquités émergeantes. Les résultats aideront à cibler le développement d'interventions efficaces visant la réduction des iniquités en santé par la santé publique et les secteurs connexes.

Bien que toujours en négociation, une entente éventuelle avec l'ASPC amènerait une pleine participation du CGIPN au projet. En plus d'une approche graduelle pour solliciter des données nationales, le CGIPN fournirait une interprétation écrite des résultats qui offrirait un avis d'expert et de l'information contextuelle sur le statut de santé de la population des Premières Nations qui vit dans les réserves et les collectivités nordiques. En outre, l'ASPC a demandé l'aide du CGIPN pour générer un portrait des résultats autant positifs que négatifs en matière de santé chez les Premières Nations, et pour examiner d'autres sections du rapport et formuler des commentaires.

Finalement, le CGIPN siègera sur un sous-groupe de travail technique sur les populations autochtones, lequel fournit commentaires et avis sur les enjeux méthodologiques dans la production des rapports.

Ouvrages sur l'activité physique chez les enfants et les adolescents

En 2014, le CGIPN a collaboré avec le Dr Ian Janssen et la Dre Lucie Levesque, de l'université Queens, pour la publication de deux manuscrits qui explorent les liens indépendants entre les facteurs intrapersonnels, familiaux et communautaires et les niveaux d'activité physique chez les enfants et les adolescents des Premières Nations.

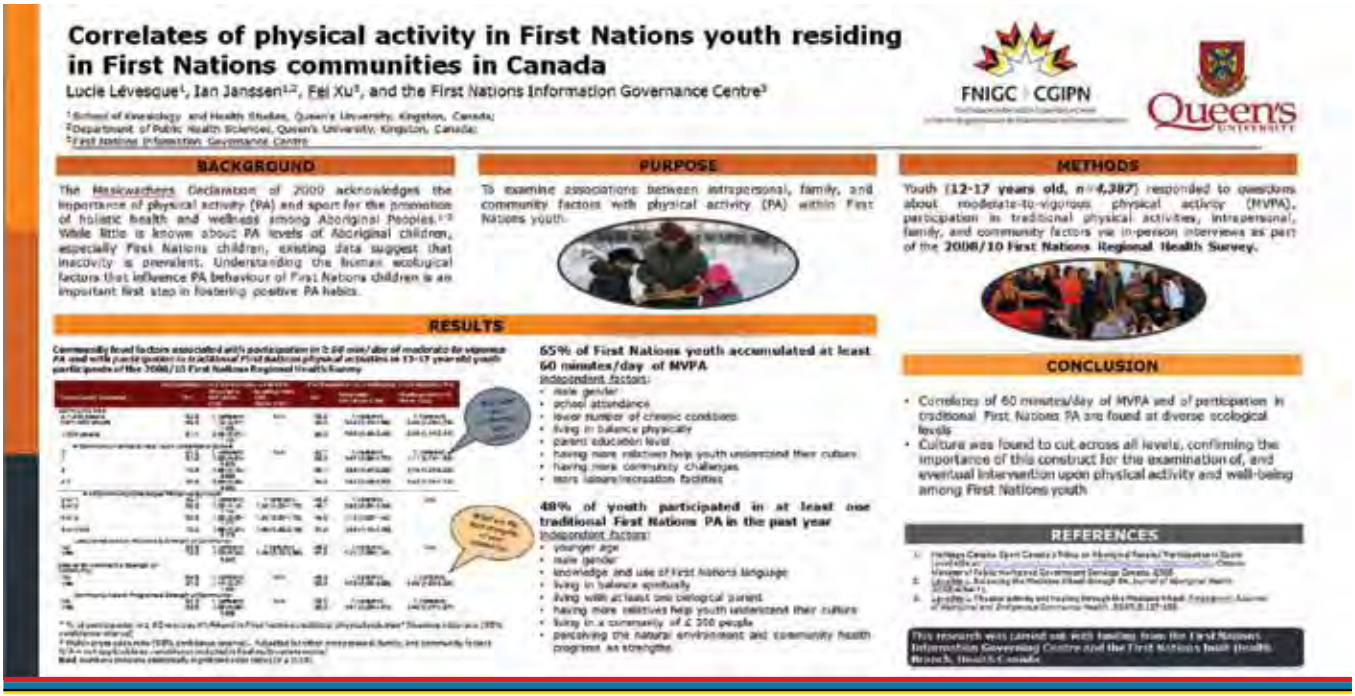
Ces analyses (fondées sur des données de l'ERS) et leurs résultats subséquents ont permis de fournir de nouvelles preuves de liens entre l'activité physique chez les enfants et les adolescents des Premières Nations et de nombreux corrélats à différents niveaux écologiques.

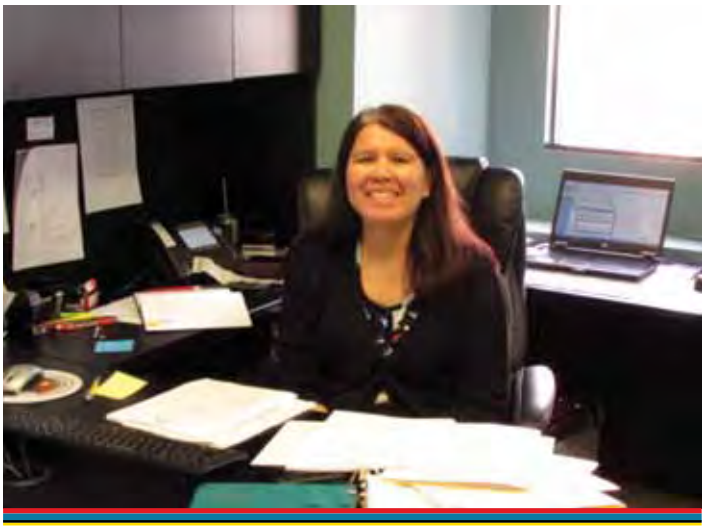
Les résultats de ces projets, qui ont bénéficié de l'aide financière de la DGSPNI, ont été présentés lors du Sommet mondial sur l'activité physique chez les enfants (Global Summit on the Physical Activity of Children), en mai 2014. Également, les manuscrits ont été soumis pour publication dans La Revue canadienne de santé publique.

Rapport sur la Stratégie nationale de prévention du suicide chez les jeunes Autochtones

En 2013, le conseil d'administration du CGIPN a demandé que l'on travaille sur un rapport spécial qui examinait la résilience chez les jeunes des Premières Nations et les facteurs de protection associés au suicide. Il était reconnu qu'un certain nombre de facteurs de protection peuvent avoir un effet d'atténuation sur les pensées suicidaires et les tentatives de suicide, notamment le sexe, la culture, les liens avec les parents et la famille, l'activité physique, le soutien social et le lieu de résidence.

Un financement de la DGSPNI a permis au CGIPN de produire un rapport final avec l'aide de la Dre Mara Andrews et de la Dre Rose-Alma McDonald, et avec la collaboration de nos partenaires régionaux de l'Ontario, du Québec, de l'Alberta et du Manitoba. La région de la Nouvelle-Écosse a produit un rapport indépendant sur le concept de la résilience et du bien-être des adolescents. Ce rapport comporte des données régionales et nationales et jouera un rôle déterminant dans l'orientation du financement et du renouvellement des programmes pour les activités de prévention du suicide chez les adolescents des Premières Nations, dont le Programme national de prévention du suicide chez les jeunes Autochtones (SNPSJA).





Colette Kataquapit

Protocole d'entente sur le développement de partenariats

Après le développement réussi du contrat de services du CGIPN, le conseil d'administration du CGIPN estimait important de développer un protocole d'entente pour accompagner toutes les transactions de données avec des entités fédérales. Non seulement un protocole d'entente servirait d'entente officielle entre les deux parties décrivant la nature de la relation de travail, les attentes mutuelles et les objectifs, mais il garantirait également aux communautés des Premières Nations que les partenariats du CGIPN relatifs aux données sont établis de bonne foi.

À cette fin, le CGIPN est à préparer une version préliminaire de protocole d'entente qui comprend un préambule obligatoire décrivant les principes de partenariat du CGIPN, ces principes visant d'abord et avant tout à assurer que les partenariats du CGIPN sont fondés sur une vision commune et illustrent le respect, la reconnaissance et l'authenticité.

Partenariats

Le CGIPN continue d'assurer la sensibilisation, la liaison, la communication et la promotion du CGIPN auprès de différents ministères fédéraux, organisations, établissements universitaires et individus conformément aux principales activités prévues au Plan stratégique et au Plan de travail annuel. Tout au long de l'année, nous avons nourri et développé de nombreux partenariats et liens qui sont décrits en détails dans d'autres sections de ce rapport.

Nous avons vu à quel point la crédibilité et la stabilité du CGIPN sont reconnues lors d'échanges avec des partenaires et des organisations intéressées. Cela témoigne bien du bon travail et de la nécessité du CGIPN pour répondre aux besoins en matière d'information des Premières Nations et des bailleurs de fonds fédéraux et autres partenaires.

Sauvegarde du serveur et récupération des données en cas de catastrophe

Au cours de la dernière année, le CGIPN s'est penché sur la meilleure façon de protéger nos serveurs et l'information stockée sur ceux-ci dans le but de pouvoir continuer de sauvegarder les activités quotidiennes, les données et les futures exigences de la gestion de l'information et de la sécurité des données.

Ce faisant, quatre enjeux ont été pris en compte : la protection des biens, l'économie et l'efficacité du processus (éviter de dupliquer ou de maintenir des données inutiles), la conformité aux lois et règlements (contrôle adéquat de l'environnement de gestion de l'information), et l'intégrité et la fiabilité des données.

Le CGIPN a ainsi décidé de passer du logiciel actuel Backup Exec 2010 à Backup Exec 2012; d'éliminer le lecteur de bande existant en raison de la désuétude de l'équipement; d'installer et de configurer un serveur de stockage en réseau (NAS); de mettre en place et de configurer une unité de stockage de déduplication sur disque dans Backup Exec; de documenter la configuration de sauvegarde actuelle; et de dupliquer les données du CGIPN dans une unité NAS sur le site d'Akwesasne.

Le CGIPN a investi dans de l'équipement et des logiciels pour dupliquer son réseau et ses services dans son bureau d'Akwesasne afin de disposer d'une solution viable pour répondre à nos exigences élevées en matière de protection et de sécurité des données.

Les travaux au bureau d'Ottawa ont été complétés en janvier 2014 et ceux au siège social d'Akwesasne en juin 2014.

Rencontres du conseil d'administration et reddition de compte

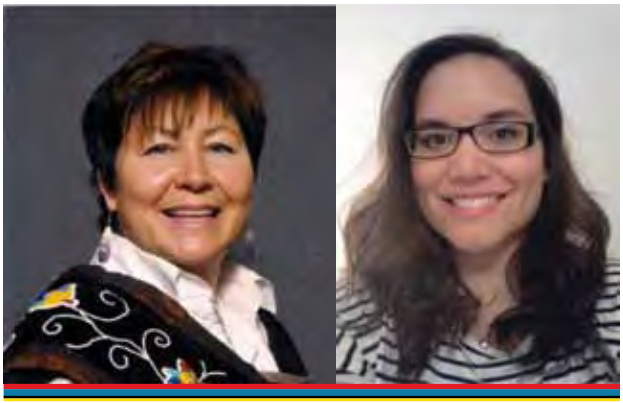
Le conseil d'administration a tenu les rencontres suivantes au cours de l'exercice 2013-2014 :

- 17 septembre 2013 (Wendake, QC)
- 11 octobre 2013 (Téléconférence)
- 25 octobre 2013 (Téléconférence)
- 14-15 novembre 2013 (Toronto, ON)
- 4-6 février 2014 (Ottawa, ON)
- 20-21 mars 2014 (Toronto, ON)
- 17 juin 2014 (Ottawa, ON)
- 11 août 2014 (Téléconférence; pas de quorum)
- 27 août 2014 (Téléconférence)
- 17 septembre 2014 (Première Nation St. Mary, C.-B.)

Bourse annuelle nationale d'études postsecondaires

En octobre 2013, le CGIPN a annoncé le nom des deux récipiendaires de la Bourse annuelle nationale d'études postsecondaires du CGIPN : Morgan Kahentonni Phillips (territoire mohawk de Kahnawake) et Lindsey Louis (bande indienne d'Okanagan, C.-B.).

L'annonce de la Bourse 2014 a été publiée sur notre site Web et nos plateformes de médias sociaux, elle a été distribuée chez nos partenaires régionaux aux fins de promotion en août, et nous l'avons publiée à l'échelle nationale à Nation Talk. La date limite de réception des candidatures était le 29 août 2014, et la décision finale sera annoncée le 30 septembre 2014.



Morgan Kahentonni Phillips Lindsey Louis

Planification stratégique

Le Plan stratégique du CGIPN est un document organique conçu pour aider l'organisation à développer ses plans opérationnels spécifiques qui lui permettront de :

- mettre en œuvre son mandat tel qu'établi par les Chefs en assemblée de l'APN,
- fonctionner en conformité avec les articles de sa constitution en société à but non lucratif,
- réaliser son énoncé de mission, et
- réaliser sa vision.

Les objectifs de la société incorporée sont :

- De promouvoir, de protéger et de faire avancer les principes de Propriété, Contrôle, Accès et Possession (PCAP®) des Premières Nations
- De répondre aux besoins en matière d'information des Premières Nations en assurant la collecte, le tri, l'analyse, l'interprétation et le retour des résultats en respectant les normes les plus élevées en matière de collecte et de protection des données
- D'agir comme gardien et intendant des données des Premières Nations de manière acceptable et respectueuse de la gouvernance et des processus des Premières Nations
- De développer la capacité de gestion de l'information et de recherche des Premières Nations, de servir de centre de formation, de soutenir le transfert des connaissances et d'être la première source d'information pertinente et de qualité sur le bien-être holistique des Premières Nations
- De soutenir le transfert de connaissances en matière de gouvernance de l'information des Premières Nations

En juin 2014, une séance nationale conjointe a été convoquée à Ottawa à laquelle ont été conviés le conseil d'administration du CGIPN, le personnel du CGIPN, les coordonnateurs régionaux de l'ERS et de l'EREEE, et les analystes de données et les équipes de soutien des régions. Cette rencontre visait à développer plus avant l'approche stratégique du CGIPN en :

- Fournissant une mise à jour des initiatives et occasions actuelles (Plan stratégique, EREEEPN, ERSPN, PCAP®, etc.);
- Explorant des enjeux clés qui affectent le degré de succès du CGIPN (i.e. développement des capacités, relations nationales/régionales);
- Faisant progresser le développement d'infrastructures clés (par ex., les centres de données régionales, la technologie et la diffusion de l'information), et
- Examinant les enjeux de dynamisation de l'équipe et de gestion du changement qui sont à la base du succès de la gouvernance de l'information des Premières Nations.

Au cours de cette séance de deux jours (animée par Harold Tarbell de Tarbell Facilitation, assisté par Sophie Courchane de Hunter Courchane), le groupe a eu l'occasion de partager de l'information et des mises à jour, de faire du remue-méninges et de discuter en groupe. Nous avons également amorcé une analyse « SPOT » (Strengths, Problems, Opportunities, Threats : forces, problèmes, occasions, menaces), un exercice d'énoncé de vision dans lequel les groupes examinent des enjeux relatifs à la gouvernance de l'information nationale versus régionale, la relation nationale-régionale, le soutien à l'autodétermination des communautés, le respect des protocoles des Premières Nations et le respect de la crédibilité.

Ce groupe collaboratif a fait une séance de remue-méninges sur les principaux objectifs de planification stratégique pour examiner « Ce que nous devons réaliser » et « Comment nous pourrions accomplir cela » pour des sujets comme :

- La mise en œuvre complète des Centres de données des Premières Nations
- L'opérationnalisation et la conformité à la marque déposée PCAP® du CGIPN
- La poursuite de la focalisation sur la durabilité
- Le développement et le maintien de partenariats appropriés
- Le maintien de normes d'excellence dans un travail dont la portée est en pleine expansion

Au terme de cette séance conjointe, les participants ont été informés que ce rapport serait utilisé pour réécrire le Plan

stratégique du CGIPN, qui leur serait ensuite acheminé pour fins de commentaires. Le Plan stratégique est habituellement utilisé pour aider à orienter le Plan de travail du CGIPN, et est conçu pour être utilisé par le personnel de l'organisation pour déterminer le travail à entreprendre.

Au nombre des recommandations issues de la séance nationale, on retrouve :

- Que des sections du Plan stratégique soient subdivisées pour traiter des responsabilités des membres du conseil d'administration
- Dans le cas où le conseil d'administration a donné des directives aux régions, les membres du conseil d'administration doivent également déterminer comment ces directives doivent être évaluées
- Davantage de consultation et de communications sont nécessaires entre les régions et le conseil d'administration afin d'assurer le partage de la vision et le respect des échéances
- Identifier ce qui doit survenir aux plans national, régional et local pour réaliser la vision et la mission

Une copie de la version préliminaire de cette séance conjointe est incluse dans la trousse du Rapport annuel.

Conclusion

Le CGIPN est heureux de vous présenter le Rapport annuel 2013-2014, lequel présente un aperçu des activités et des travaux entrepris et réalisés. Je parle au nom de l'équipe nationale du CGIPN quand je dis que nous sommes fiers du travail accompli et que nous continuerons de développer les objectifs clés contenus dans le Plan stratégique et le Plan de travail annuel.

Le travail continue de donner au personnel un fort sentiment d'accomplissement et de fierté, même s'il n'est pas sans défis, obstacles et, parfois, épreuves. Par un dialogue, des communications et des rapports constants au conseil d'administration, et avec nos partenaires d'enquête régionaux, nous espérons poursuivre le développement des capacités, l'avancement de l'autodétermination et de la juridiction des Premières Nations en matière de gouvernance de l'information, et la promotion et la protection des principes de PCAP®.

RAPPORT DE L'ENQUÊTE RÉGIONALE SUR LA PETITE ENFANCE, L'ÉDUCATION ET L'EMPLOI CHEZ LES PREMIÈRES NATIONS (EREEEPN) 2013-2014

Alors que la fin de l'été arrive, le CGIPN est heureux de constater que nos partenaires régionaux ont atteint un certain rythme de croisière dans la collecte de données pour l'EREEE et prévoient la compléter d'ici la fin de 2014. À l'heure actuelle, les 10 régions sont en mode collecte de données et ont recueilli plus de 70 % des 250 résolutions de conseil de bande nécessaires pour la participation à l'enquête. L'engagement au plan régional s'est avéré un processus de longue haleine.

En raison de différents délais dans la finalisation des questionnaires de l'EREEE, la mise en œuvre et le démarrage de la collecte de données de l'EREEE n'ont commencé qu'en novembre 2013. Au cours de ce bref délai, les régions ont été occupées avec les nombreux préparatifs nécessaires pour la collecte de données dans les communautés sélectionnées. Évidemment, la clef du succès de l'EREEE sera de maintenir le rythme de la collecte de données au cours des mois à venir jusqu'à la nouvelle échéance du 31 décembre 2014. Au cours des quatre prochains mois, nous travaillerons en étroite collaboration avec les régions afin d'atteindre notre échantillon cible national de 80 %.

Il est important de noter que, bien que l'enquête nationale ait été prête pour le déploiement, chaque région détermine sa mise en œuvre locale selon des critères spécifiques présentés dans leur plan de déploiement respectif. Le choix du moment de la mise en œuvre de l'enquête dépend d'un certain nombre de considérations organisationnelles, culturelles, politiques et géographiques, et le travail est étroitement à la capacité régionale qui détermine les processus de recherche dans les communautés des Premières Nations.

Chaque région assure le recrutement et la formation des travailleurs sur le terrain, coordonne les entrevues dans les communautés identifiées dans le plan d'échantillon, et met en œuvre le plan régional de déploiement de façon à respecter les échéances et les objectifs. Une fois la collecte de données terminée, nous commençons le processus de nettoyage et d'analyse des données.

Il s'agit là d'un défi énorme dans la mesure où l'échantillon national comprend 250 communautés, soit un total de 30 000 répondants aux volets adulte, adolescent et enfant de l'enquête. Étant donné le degré de sophistication de l'instrument et la portée des données de l'enquête, nous prévoyons produire un rapport fiable et instructif d'ici l'automne 2015.

En juin 2014, le CGIPN a tenu une rencontre avec les coordonnateurs régionaux de l'ERS et de l'EREEE dont l'objectif était d'intégrer la mise en œuvre de l'EREEE et la mise en œuvre de la pré-ERS dans le Plan stratégique du CGIPN. Lors de cette séance nationale, nous avons établi le portrait de la collecte de données dans les régions, nous avons revu les objectifs de l'ERS et de l'EREEE, et nous avons déterminé les prochaines étapes à court, moyen et long terme. Nous avons également profité de cette occasion pour discuter d'une stratégie d'analyse nationale et régionale et de la façon dont nous travaillerons ensemble pour développer les outils nécessaires et l'information au cours de l'année suivant la collecte, le nettoyage et l'analyse de données ainsi que la rédaction et la publication subséquentes des rapports nationaux et régionaux. Cet automne, nous travaillerons avec les analystes de données régionaux afin de développer un modèle qui identifiera les indicateurs communs de l'EREEE dans toutes les régions et au plan national. Cela aidera à organiser le contenu qui servira à produire le rapport national. Le CGIPN et les coordonnateurs régionaux de l'EREEE continuent d'être actifs dans tous les secteurs des processus de mise en œuvre de l'EREEE alors que nous nous dirigeons vers la 5e année du processus d'enquête. L'équipe nationale de l'EREEE fournit soutien, orientation et aide dans le déroulement du processus.

Le CGIPN et les partenaires bailleurs de fonds (AADNC, Santé Canada et EDSC) se rencontrent sur une base régulière par l'entremise d'un Groupe de travail conjoint. Ces rencontres mensuelles ont créé un environnement de soutien et permettent à chacune des parties de comprendre et de chercher les meilleures façons de soutenir le travail de l'EREEE. Ainsi, le CGIPN a travaillé à l'établissement d'une relation de travail positive avec AADNC fondée sur les principes de respect, de compréhension et de reddition de compte des Premières Nations. En outre, il s'est avéré utile de donner de l'information sur les principes de PCAP® des Premières Nations et de les reconnaître, et d'établir une relation d'information réciproque qui soutient la recherche des Premières Nations et respecte le temps nécessaire pour engager et maintenir des relations avec les communautés et les leaders des Premières Nations. Par ailleurs, le CGIPN a pris part à un processus d'évaluation interne d'AADNC pour l'EREEE. Cette évaluation était principalement axée sur le processus de l'EREEE développé sous la gouverne du CGIPN, sur nos liens uniques avec les régions et les communautés des Premières Nations, ainsi que sur la façon dont AADNC a participé et réagi pour répondre aux besoins du processus d'enquête et le soutenir.

Parmi les principales réalisations du processus d'enquête au cours de la dernière année (2013-2014), on retrouve :

- La mise en œuvre de l'EREEE (novembre 2013)
- La participation à des visites de formation sur le site en Colombie-Britannique, en Ontario, au Québec, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick
- La tenue de webinaires pour les coordonnateurs régionaux
- La prestation d'aide sur une base régulière pour toutes les régions concernant les plans de déploiement pour résoudre tout problème relatif au processus ou aux paramètres techniques
- La coordination de communications régulières par l'entremise d'appels conférences bihebdomadaires, du portail du CGIPN, du bulletin, et du partage d'information régionale relative aux meilleures pratiques
- Une entière collaboration avec les coordonnateurs régionaux pour adhérer aux plans de déploiement régionaux
- La mise en place d'appels conférences individualisés avec les coordonnateurs régionaux pour s'assurer que l'information et le soutien sont offerts et fournis
- De fructueuses séances nationales pour les coordonnateurs régionaux pour travailler sur différents aspects : état de préparation régionale, mise en œuvre régionale, planification stratégique, communications, développement d'un processus pour travailler ensemble, dont :
- Une séance nationale sur l'EREEE pour les CR à Ottawa (10-12 décembre 2013)
- Séance nationale conjointe des CR (EREEE et ERS) à Ottawa (17-19 juin 2014)
- La diffusion de publicité radio et télé de l'EREEE dans les stations régionales et locales, dont APTN
- Le blogue de FNIGC.ca sur la collecte de données régionales de l'EREEE : « L'EREEE sur le terrain »
- La mise en œuvre des recommandations issues de l'examen du Comité d'éthique de la recherche de l'EREEE, dont la mise à jour du matériel de formation, la production de brochures pour donner davantage d'information sur le consentement et la protection des données
- La présentation de l'EREEE lors de la Conférence nationale du Réseau canadien des centres de données de recherche, en octobre 2013
- La présentation de l'EREEE lors de la rencontre avec les conseillers du programme de liaison avec les Autochtones de Statistique Canada en octobre 2014
- La présentation de l'EREEE dans le cadre de la série « Noon Hour » sur les enjeux et les initiatives autochtones (Forum des politiques publiques du Canada, avril 2014)
- La participation du CGIPN à la rencontre du Comité consultatif technique avec AADNC, en novembre 2013
- La participation du CGIPN à la présentation lors de la rencontre des DG des partenaires financiers fédéraux, en juin 2014
- Un rapport spécial sur l'EREEE présenté à AADNC pour les aider dans leur calendrier interne de rapports, en novembre 2013
- La production de rapports hebdomadaires aux régions sur la collecte de données et de rapports mensuels au conseil d'administration
- La mise en place d'un programme de prêt de portables pour aider à la collecte de données régionales
- La tenue de séances de « Formation du formateur » dans les Territoires du Nord-Ouest, en C.-B., en Ontario et au Nouveau-Brunswick.
- La mise à jour du logiciel antivirus sur tous les portables pour la collecte de données régionales

Prochaines étapes

De nombreuses activités sont prévues au cours des prochains mois alors que nous sommes sur le point de terminer la collecte de données régionales pour l'EREEE. Ces activités comprennent la préparation en vue du nettoyage et de l'analyse des données, l'identification des principaux indicateurs communs, la préparation des rapports préliminaires, la poursuite des communications et des activités de sensibilisation pour promouvoir la diffusion des données de l'EREEEPN, et la poursuite des initiatives de développement des capacités pour soutenir la collecte de données dans les réserves et les collectivités nordiques des Premières Nations.

Conclusion

Nous continuons d'axer tous nos efforts sur la collecte de données et de travailler pour assurer la finalisation et la réussite de l'EREEE. De plus, nous demeurons à l'affût de tout enjeu qui pourrait avoir une incidence sur le progrès de la collecte de données régionales. Nous savons, évidemment, qu'il y aura toujours des défis, et nous continuons de solliciter conseils et orientation auprès du conseil d'administration du CGIPN et des régions pour assurer la réussite de l'EREEE et du rapport qui suivra en 2015.

L'ENQUÊTE RÉGIONALE SUR LA SANTÉ DES PREMIÈRES NATIONS

Au cours du présent exercice, l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations (ERSPN ou ERS) lancera sa troisième phase en s'appuyant sur le succès des phases antérieures. Les données collectées précédemment ont servi à appuyer le travail d'élaboration de programmes et de politiques dans plus d'une vingtaine d'initiatives, telles que l'Initiative sur le diabète chez les Autochtones, le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones, l'Initiative en santé buccodentaire pour les enfants, ainsi que le Contrôle des maladies transmissibles, la Sécurité alimentaire et la nutrition, un Mode de vie sain, le Développement des enfants en santé, et Santé mentale et dépendances.

Le fait que des programmes tels que ceux mentionnés soient fondés sur des données démontre clairement à quel point des données culturellement pertinentes peuvent être utilisées et faire une différence dans l'amélioration de la santé et du bien-être des Premières Nations.

En préparation pour le lancement de la Phase 3 de l'ERS, un certain nombre d'activités ont été réalisées, dont la dotation de nos postes, la finalisation des questionnaires avec l'apport des partenaires régionaux et autres, ainsi qu'une Évaluation éthique de la recherche.

L'ERSPN est soutenue par un certain nombre d'employés au bureau national du CGIPN. En novembre 2013, un nouveau coordonnateur national a été embauché et a bénéficié d'une formation exhaustive sur le fonctionnement du CGIPN, de son conseil d'administration et du processus d'enquête de l'ERSPN. En mars 2014, une analyste des données de l'ERS a été embauchée afin d'aider au développement des questionnaires de l'ERS et du processus d'enquête en général. De plus, l'équipe de l'ERS a eu la chance d'avoir un étudiant bénévole qui a aidé à la préparation des tableaux de données pour l'outil de données en ligne.

Réalisations de l'ERS

QUESTIONNAIRES En vue de la Phase 3 de l'ERS, les questionnaires de la Phase 2 (2008-2010) ont été soumis à un processus d'examen et de révision rigoureux. Chaque début de nouveau cycle est une occasion d'amélioration en tenant compte des leçon apprises afin d'améliorer la qualité des données.

Il est important de noter que les composantes d'enquête de la Phase 3 de l'ERS sont fondées sur les phases antérieures de l'enquête dans un but de comparabilité. Au nombre des composantes révisées : de nouveaux thèmes, tels que le comportement maternel en matière de santé et l'intimidation, la formulation des questions, ainsi que la longueur et la complexité de chaque composante. En outre, les questionnaires révisés sont conçus de façon à optimiser leur comparabilité à d'autres enquêtes nationales lorsque cela s'avère possible.

Un processus exhaustif de rétroaction et de révision a été mis en place afin de permettre aux régions partenaires du CGIPN de formuler des recommandations pour du nouveau contenu ou des révisions au contenu existant. Il s'agit d'une étape cruciale car la rétroaction reflète l'évolution des priorités et des enjeux des régions. De plus, un comité de travail de l'ERS mis en place à Santé Canada et composé de différents services externes et internes à Santé Canada a également fourni une rétroaction. Finalement, nous avons également eu une rétroaction de la part de l'Assemblée des Premières Nations.

Les trois instruments d'enquête de l'ERS couvrent donc un vaste éventail de mesures de l'état de santé, du bien-être et de déterminants de la santé. Ils permettent également de comparer les résultats avec d'autres enquêtes canadiennes, telles que l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) et l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), tout en abordant des priorités des Premières Nations dans un cadre culturel et holistique.

Les questionnaires seront approuvés par le CGIPN, après quoi les derniers essais seront réalisés, puis la programmation et la traduction.

STRATÉGIE D'ÉCHANTILLONNAGE Le cadre d'échantillonnage de la Phase 3 de l'ERS est assez semblable à celui de la Phase 2 de l'ERS, à l'exception de quelques modifications mineures aux spécifications de conception. L'échantillon cible de la Phase 3 est d'environ 30 000 individus des Premières Nations résidant dans environ 250 communautés des Premières Nations réparties dans 10 provinces et deux territoires participants au Canada.

Dans chaque communauté sélectionnée, les partenaires régionaux de l'ERS travailleront avec les commis responsables des listes de membres pour sélectionner des répondants de façon aléatoire à partir des listes et pour préparer une liste primaire et une liste secondaire, en se fondant sur une stratégie d'échantillonnage prédéterminée qui assure la représentativité de l'échantillon dans chaque communauté.

Cette stratégie d'échantillonnage rigoureuse garantit que les données collectées tout au long de la Phase 3 soient représentatives des communautés des Premières Nations au Canada.

ÉVALUATION D'ÉTHIQUE Le 20 mars 2014, le coordonnateur national de l'ERS a reçu le feu vert du conseil d'administration du CGIPN pour aller de l'avant avec la finalisation du comité d'éthique de la recherche (CER) pour l'ERS. Les membres du CER ont été choisis parmi des professionnels, des universitaires et des membres des communautés des Premières Nations; le comité compte également un observateur pour fournir des orientations et traiter d'éventuelles questions d'un point de vue éthique ou juridique.

Les objectifs du CER étaient :

- De s'assurer que toutes ses décisions soient fondées sur le Code d'éthique de la recherche du CGIPN,
- De faire un examen rigoureux du matériel de l'ERS pour en assurer la validité scientifique et l'acceptabilité éthique,
- D'identifier tout risque potentiel encouru par les participants à la recherche et d'identifier des stratégies d'atténuation pour éliminer les risques potentiels,
- D'assurer l'application au processus d'enquête des codes de conduite professionnelles ou académiques et des règles morales qui sont conformes aux normes nationales, et au respect et à la protection des participants humains à la recherche.

Le 18 août 2014, le CER a donné son approbation éthique à l'ERS, la jugeant valide au plan structurel et conforme ou supérieure aux procédures normalisées telles que celles révélées dans la littérature. De plus, étant donné que l'ERS est régie par les principes de PCAP® des Premières Nations, le processus d'enquête respecte les Premières Nations représentées par les données.

Le lancement de la Phase 3 dépend quelque peu de la finalisation de l'EREEE, laquelle est actuellement en collecte de données. Le CGIPN est pleinement conscient de la charge de travail des partenaires régionaux et du risque de fatigue des participants à l'enquête; à cet égard, il est à élaborer des stratégies pour soutenir les régions par rapport à l'augmentation des activités. Ceci étant dit, il est probable que l'ERS sera lancée à la fin de l'automne 2014 ou au début de l'hiver 2015.

Suite à une recommandation du CER, un document sur le processus de l'ERS sera produit; celui-ci comprendra de l'information sur l'élaboration de la Phase 3, l'application des recommandations de la Phase 2 à la Phase 3, ainsi qu'une discussion sur la relation entre les bailleurs de fonds, le CGIPN et nos partenaires régionaux. Ce document évolutif devrait être complété après la publication des rapports sur la Phase 3.
Les coordonnateurs nationaux de l'ERS et de l'EREEE ont également été mandatés pour développer des stratégies visant à assurer le succès de la collecte de données de l'EREEE, lesquelles seront ensuite appliquées pour le processus de l'ERS. Un document sur les stratégies qui mettra en évidence la façon d'assurer le succès d'une collecte de données sera produit et présenté au conseil d'administration du CGIPN aux fins de discussion et de décision.

Tel que noté précédemment, la Phase 3 de l'ERS sera lancée dans les communautés des Premières Nations des provinces et des territoires plus tard cette année ou au début de 2015.

Lors du lancement et tout au long de la phase de collecte de données, le personnel du CGIPN appuiera nos partenaires régionaux selon leurs besoins et leurs demandes. Par la suite, lorsque la collecte de données sera terminée, le CGIPN entamera le traitement et l'analyse des données en vue de la production des rapports. Nous prévoyons être en mesure de publier les premiers résultats en 2016-2017.

En outre, le service des communications du CGIPN produira une série de « profils communautaires » qui examinera le rôle joué par les données de l'ERS dans l'élaboration des politiques et programmes du gouvernement fédéral, et, de ce fait, l'incidence positive des décisions sur ceux qui vivent dans les communautés des Premières Nations d'un bout à l'autre du pays. Ces profils sur le « Pouvoir des données » constitueront un argument de poids en faveur du pouvoir des données de l'ERS depuis son lancement initial il y a 18 ans. D'ailleurs, chaque article combinera des données empiriques (faits) et des anecdotes pour aider à raconter l'histoire du « Pouvoir des données » à un public des Premières Nations.

Remerciements

Le CGIPN est conscient que cet important travail ne serait pas possible sans le soutien et les orientations du conseil d'administration du CGIPN et l'engagement de nos partenaires régionaux, notamment les coordonnateurs régionaux, les analystes de données et leur personnel de soutien. Nous souhaitons leur exprimer toute notre gratitude pour leur contribution, laquelle constitue la trame de fond de cette enquête et de toutes les autres enquêtes du CGIPN.

Finalement, nous souhaitons remercier du fond du cœur les participants des communautés qui ont donné de leur temps pour soutenir la santé et le bien-être des Premières Nations. Merci.

COMMUNICATIONS

Les douze derniers mois ont été particulièrement productifs au CGIPN et, à l'instar des autres services, le service des communications a été très occupé, que ce soit en appui à diverses initiatives ou dans la promotion de quelques uns de nos propres projets.

En effet, au cours de la dernière année, les Communications ont considérablement accru leur soutien de l'énoncé de mission et de vision du CGIPN.

Ont entre autres été développés :

- FNIGC.ca
- Les Données en ligne du CGIPN
- La vidéo sur les principes de PCAP®
- La campagne sur le « Pouvoir des données »
- Un papier sur le projet pilote de Sensibilisation communautaire
- Un plan de mise en marché
- Les médias sociaux
- Les communications relatives à l'ERS
- Les Nouvelles du Soleil levant
- D'autres activités

FNIGC.ca

En juillet 2013, le CGIPN a procédé au lancement de FNIGC.ca, une refonte de son site Web comprenant plusieurs nouvelles caractéristiques dont une bande de texte défilant présentant des actualités, un accès facilité aux rapports et aux publications, une section entièrement dédiée aux principes de PCAP®, des liens vers nos plateformes de médias sociaux et une Salle de presse (qui offre un aperçu du CGIPN). Depuis ce temps, nous avons ajouté de nouveaux éléments tels que les Données en ligne du CGIPN et un blogue intitulé « L'EREEE sur le terrain », qui ont renforcé la présence en ligne de notre site Web.

Les commentaires que nous avons reçu sur le site Web sont très positifs, l'expérience de l'utilisateur ayant été grandement améliorée. Et comme les chiffres le montreront, FNIGC.ca est devenu la première source d'information sur le CGIPN et ses diverses activités.

Achalandage du site Web

Depuis son lancement en juillet 2013, FNIGC.ca a été visité 56 272 fois; soit, en moyenne, 4 689 fois par mois, et 156 fois par jour. Cela représente une augmentation de 107 % par rapport à www.rhs-ers.ca, notre site Web précédent.

L'achalandage mensuel a connu un pic en octobre 2013 avec 5 623 pages visitées, tandis que l'achalandage quotidien a été à son plus haut le 13 août 2013 avec 451 pages visitées (soit quelques jours avant la date limite pour déposer sa candidature pour notre bourse d'études postsecondaires annuelle).

Comme on peut s'y attendre, la majorité des utilisateurs (28 %) ont visité notre page d'accueil, suivie de la page des téléchargements, en deuxième place (8 %), la page des principes de PCAP® en troisième place (5 %), et les pages des Carrières et des Contacts ex aequo en quatrième place (avec 4 %). Malgré son lancement tardif en décembre, les Données en ligne du CGIPN ont pris la 6e place, avec 3 % des pages visitées. Pour compléter le palmarès des 10 pages les plus visitées, on retrouve la page de l'ERS en 7e place avec 2 %, la Salle de presse en 8e place avec un peu moins de 2 %, le communiqué de presse annonçant le lancement des Données en ligne du CGIPN en 9e place avec 1,8 %, et la page de l'EREEE en 10e place avec 1,5 %.

Les principaux rapports d'analyse du CGIPN sur le premier et le deuxième cycle de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations (ERSPN) ont été téléchargés 1 586 fois : les rapports sur la Phase 1 de l'ERS ont été visionnés 134 fois, tandis que les rapports sur la Phase 2 de l'ERS (en anglais et en français) ont été visionnés 1 452 fois.

Audience

De façon générale, la majorité des visiteurs de FNIGC.ca (94 %) sont basés au Canada, et un tout petit nombre aux États-Unis (2,3 %). La majorité d'entre eux sont anglophones (91 %), tandis que 5 % sont francophones.

Le rapport entre les nouveaux utilisateurs et ceux qui reviennent est de 2 pour 1; les nouveaux utilisateurs représentant 61 % des pages visitées et les utilisateurs qui reviennent 39 %. De plus, 1 visiteur de FNIGC.ca sur 10 a accédé au site sur un appareil mobile (i.e., iPhone, iPad, Android, BlackBerry), une tendance qui ira en augmentant au cours des années à venir selon nous.

Par ailleurs, nous avons réussi à réduire notre taux de rebond de 5 % pour l'amener à 48 %; le taux de rebond étant le pourcentage de visiteurs qui quitte un site Web après avoir regardé une seule page. (Un taux de rebond inférieur à 50 % est considéré comme optimal.)

Données en ligne du CGIPN

En décembre 2013, nous avons lancé Données en ligne du CGIPN, un outil convivial qui permet d'accéder aux données publiées du CGIPN depuis la Phase 2 de l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations. Disponible à **data.fnigc.ca/online**, l'outil offre aux utilisateurs la possibilité sans précédent de générer – sans frais - leurs propres tableaux et graphiques à partir des données fiables du CGIPN sur les Premières Nations qui vivent dans les réserves et les collectivités nordiques.

Cette application en ligne, régulièrement mise à jour, contient présentement plus de 140 graphiques et tableaux comportant des données nationales sur l'emploi, l'éducation, les langues des Premières Nations, l'accès à Internet, la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire, le revenu et l'environnement.

Au cours des huit mois depuis son lancement, l'outil a été utilisé par une grande variété de personnes, dont des membres des Premières Nations, des membres du milieu académique, des étudiants universitaires, des organisateurs politiques, des personnes en charge de l'élaboration des politiques et des intervenants du gouvernement, qui en sont toutes venues à apprécier l'accès rapide aux données des Premières Nations. Les résultats à venir de l'Enquête régionale sur la petite enfance, l'éducation et l'emploi chez les Premières Nations (actuellement en cours sur le terrain) seront également téléversés dans l'outil.

Inspirés par son succès, nous envisageons présentement le développement d'une application qui permettrait d'accéder facilement aux Données en ligne du CGIPN à partir d'un appareil mobile.

Vidéo sur les principes de PCAP®

Le 23 juillet, le CGIPN a lancé « Comprendre les principes de PCAP® des Premières Nations : Notre feuille de route pour

la gouvernance de l'information », une nouvelle vidéo qui raconte l'histoire de notre organisation et présente de façon convaincante les raisons pour lesquelles les principes de PCAP® des Premières Nations sont importants pour toutes les Premières Nations.

Présentée en primeur lors de la 35e Assemblée générale annuelle de l'Assemblée des Premières Nations, à Halifax, la vidéo de six minutes combine musique traditionnelle, animation et entrevues pour expliquer le concept des principes de PCAP® et la gouvernance de l'information des Premières Nations de façon intéressante et conviviale.

Produite par Basetwo Media, la vidéo est disponible sur notre canal YouTube dans sa version longue et sa version de 2 minutes. Les deux versions servent d'introduction au CGIPN et aux principes de PCAP® des Premières Nations, et visent à informer les gens de nos activités.

Les vidéos ont été annoncées par voie de communiqué ainsi que sur nos plateformes de médias sociaux, où elles ont été favorablement accueillies. Les commentaires reçus de la part de ceux qui ont visionné la vidéo sont à peu près tous positifs, et nous travaillons actuellement à la production de la version française.

Campagne sur le « Pouvoir des données »

En vue du déploiement de la Phase 3 de l'ERS, le CGIPN a élaboré une stratégie de communication appelée le « Pouvoir des données », qui vise à mettre en évidence l'incidence positive et réelle que l'Enquête régionale sur la santé a eue dans les communautés des Premières Nations au cours des années.

Cette stratégie prévoit la création de quatre « profils communautaires » qui examineront le rôle joué par les données de l'ERS dans la modulation des politiques et programmes du gouvernement fédéral et, par extension, l'incidence positive que ces décisions positives ont eue sur ceux qui vivent dans les communautés des Premières Nations d'un bout à l'autre du pays.

Ces profils communautaires (comprenant chacun environ 500 mots et des photos originales) seront produits par les Communications du CGIPN et démontreront de façon convaincante le pouvoir des données de l'ERS depuis son lancement il y a 17 ans. Afin de bonifier les profils, chaque article comportera à la fois des données empiriques (faits) et anecdotiques pour aider à raconter l'histoire du « Pouvoir des données » au public des Premières Nations.

À ce jour, nous nous sommes rendus dans la Première Nation d'Eskasoni, en Nouvelle-Écosse, et nous prévoyons visiter la Première Nation de St. Mary, en C.-B., et la Première Nation Tr›ondëk Hwëch›in, au Yukon, en septembre.

En faisant le lien entre les données et les bénéfices réels, nous souhaitons assurer la collaboration des communautés et éviter la fatigue des participants aux enquêtes avec l'arrivée imminente de la Phase 3 de l'ERS à l'automne 2014.

À long terme, nous souhaitons les utiliser pour démontrer l'incidence positive des données du CGIPN à d'autres publics, dont les bailleurs de fonds, les personnes responsables de l'élaboration des politiques, les membres de conseils d'administration, les leaders régionaux, les conseils de bande et d'autres intervenants.

Papier sur le Projet pilote de sensibilisation communautaire

Au fil des années, le CGIPN a produit une série de textes sur différents sujets d'intérêt pour les Premières Nations, dont le rôle de la culture traditionnelle dans les communautés des Premières Nations, le rôle des compétences parentales traditionnelles comme facteur de protection contre la mortalité infantile, et la résilience des jeunes et les facteurs de protection associés au suicide (2014). Ces papiers, ont été rédigés dans un style académique pour un public académique, et comprennent une analyse en profondeur des données et de la littérature.

Dans une volonté de rendre l'information contenue dans ces textes davantage accessible à l'ensemble du public des Premières Nations, le CGIPN a décidé de s'engager dans un projet pilote de transfert des connaissances. Dans le cadre de ce projet, un sous-contractant sera responsable d'interpréter et de résumer chacun des textes en un papier plus facile à comprendre et à utiliser par les personnes moins familières avec le sujet dans les communautés des Premières Nations.

Pour commencer, nous avons convenu de nous concentrer sur The Cultural Tread of Hope (La trame culturelle de l'espoir) (2012), lequel sera édité en une version abrégée de 1 200 mots qui examinera la recherche qui sous-tend le rôle traditionnel bénéfique de la culture dans les communautés des Premières Nations. Une fois terminé, à l'automne, ce papier sera distribué à différents endroits dans les communautés des Premières Nations : centres communautaires, centres de santé et médias locaux communautaires, etc.

Tout dépendant du succès de ce premier article, les futurs papiers de sensibilisation communautaires pourraient comprendre les principes de PCAP®, le diabète, la santé buccodentaire, le bien-être des personnes âgées, la résilience des jeunes, le logement et l'emploi.

Plan de mise en marché

Au cours de la dernière année, le CGIPN en est venu à la conclusion qu'il était nécessaire d'améliorer notre présence dans les communautés des Premières Nations. En effet, il a été démontré que bien que les membres des communautés des Premières Nations soient familiers avec notre travail, tel que l'EREEE et l'ERS, et le travail de nos partenaires régionaux, ils connaissent moins notre organisation et son mandat. En outre, les analyses du Web ont révélé qu'un tiers des visiteurs sur notre site Web vivent dans la région d'Ottawa-Gatineau, ce qui semble démontrer qu'une grande partie de notre audience Web est constituée d'employés du gouvernement fédéral.

	City	Sessions	% Sessions
1.	Ottawa	6,344	28.80%
2.	Toronto	1,913	8.68%
3.	Gatineau	881	4.00%
4.	Winnipeg	858	3.89%
5.	Montreal	839	3.81%
6.	Vancouver	801	3.64%
7.	Edmonton	565	2.56%
8.	Calgary	546	2.48%
9.	Saskatoon	464	2.11%
10.	Quebec	406	1.84%

view full report

Étant donné cet apparent manque de « notoriété de notre marque », le service des Communications a sollicité deux firmes de marketing afin qu'elles soumettent des plans pour corriger cette situation. La soumission gagnante provient de One Marketing, une firme spécialisée dans le marketing des OBNL.

Un des premiers mandats pour lequel nous avons demandé l'aide de One Marketing est la réalisation de clés Web promotionnelles que nous distribuerons dans chaque communauté des Premières Nations. Une fois insérée dans le port USB d'un ordinateur, chaque clé Web dirigera l'utilisateur vers une page Web personnalisée qui comprendra la vidéo du CGIPN sur les principes de PCAP®, de l'information sur l'ERS et l'EREEE, et un document infographique personnalisé. La page Web comportera également un bref sondage qui nous aidera à évaluer la connaissance qu'a l'utilisateur du CGIPN.
En plus de permettre la diffusion d'information sur le CGIPN directement auprès des membres des communautés, l'information recueillie par l'entremise du site Web sera ensuite utilisée pour générer un portrait plus complet de la marque CGIPN et sa reconnaissance dans les communautés. Cette information pourrait ultérieurement orienter des projets de sensibilisation dans les communautés.

Médias sociaux

Les 12 derniers mois ont prouvé qu'une approche concertée et constante des médias sociaux peut réellement rapporter. En utilisant Facebook, Twitter, YouTube et LinkedIn, le service des Communications a réussi à augmenter notre audience de façon significative au cours de la dernière année.

Le nombre de personnes qui « aiment » la page Facebook du CGIPN (Facebook.com/fnigc) a augmenté de 23 % (passant de 252 à 310), tandis que le nombre de personnes qui nous suivent sur Twitter (Twitter.com/fnigc) a doublé pour passer de 361 en août 2013 à 722 un an plus tard. L'engagement Twitter a également connu une hausse marquée avec notre compte qui a été ajouté à 21 listes Twitter (lorsqu'un abonné Twitter vous ajoute à sa liste de favoris).

Par ailleurs, près de 500 personnes ont visionné notre vidéo sur les principes de PCAP® au cours du mois depuis sa première diffusion sur YouTube en juillet 2014.
Le succès de nos plateformes de médias sociaux est attribuable aux mises à jour, aux retweets et aux partages que nous faisons sur une base régulière et qui engagent les personnes intéressées par les questions culturelles, sociales et intellectuelles des Premières Nations. Cet engagement direct a aidé le CGIPN à renforcer une crédibilité en ligne qui s'avère précieuse lorsque vient le temps de promouvoir nos produits et nos services.

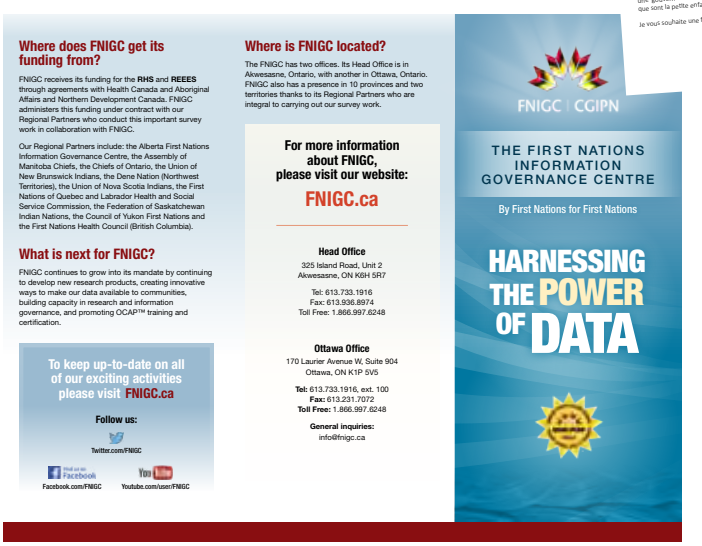
Nouvelles du Soleil levant

Le bulletin du CGIPN continue de servir d'espace de partage interne pour le personnel du CGIPN, les partenaires régionaux, les membres du conseil d'administration et les délégués, afin de leur permettre de rester en contact, d'échanger de l'information et de célébrer leurs succès mutuels. Au cours des 12 mois depuis son lancement, nous avons renommé le bulletin (par l'entremise d'un concours où Nyla Klugie, ancienne CR du Yukon, a remporté un iPad); le bulletin s'appelle maintenant Les Nouvelles du Soleil levant.

Communications relatives à l'ERS

En plus de l'initiative le Pouvoir des données, le CGIPN a également publié plusieurs nouvelles brochures au cours de la dernière année, dont deux sur la Phase 3 de l'ERS. La première de ces brochures remplace l'ancienne brochure sur la Phase 2 de l'ERS, et comprend de l'information à jour sur l'enquête, des contacts et des détails sur les moments et les sites où l'enquête sera réalisée. La deuxième brochure (en production) répond à des questions de base que peuvent avoir les membres des communautés sur l'enquête et l'information qu'elle vise à recueillir.

Les deux brochures sont disponibles en français et en anglais dans toutes les régions.



Le format et le contenu ont également évolué : il est maintenant envoyé comme bulletin électronique, ce qui en facilite la lecture pour ceux qui ont un appareil mobile. La version en PDF est toujours disponible pour ceux qui la préfèrent.

Parmi les sujets régulièrement traités, on compte les mises à jour sur l'EREEE et l'ERS, un éditorial de la directrice générale Gail Mc Donald, les Nominations et nouvelles, le calendrier des rencontres et évènements à venir, De tout de tous (qui présente des faits et nouvelles en dehors de nos activités professionnelles), et l'article Sous les feux de la

rampe. Le nouveau contenu comprend une section intitulée « Pendant ce temps sur le Web… » et une autre section sur la gouvernance qui traite d'enjeux relatifs à la confidentialité des données.

Autres activités

Au cours des derniers mois, le CGIPN a publié une nouvelle version de deux brochures : l'une qui décrit le CGIPN et l'autre qui explique les principes de PCAP® des Premières Nations. Nos partenaires régionaux peuvent se procurer ces brochures en anglais et en français.

Le service des Communications a continué d'assurer la sensibilisation et le soutien de nos 10 partenaires régionaux. Cela comprend la révision et l'édition du matériel régional de communication (i.e., affiches, brochures, communiqués), l'envoi du matériel national de communication, la création des étampes d'adresse des coordonnateurs régionaux, et des mises à jour régulières lors des appels conférences régionaux mensuels.

Sensibilisation lors du Salon d'exposants

Le CGIPN est également engagé dans la sensibilisation et la promotion. Au cours de la dernière année, nous avons participé à plusieurs foires commerciales, dont celles tenues par l'APN. En décembre 2013, nous avons participé à la Foire commerciale de l'Assemblée spéciale des Chefs de l'APN à Gatineau, au Québec, au cours de laquelle nous avons lancé les Données en ligne du CGIPN devant plusieurs centaines de participants.

En juin 2014, le CGIPN était partie intégrante du Salon des exposants tenu dans le cadre de l'Assemblée générale annuelle de l'APN, à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Nous avons profité de l'évènement pour annoncer le lancement, en septembre 2014, des « Fondements des principes de PCAP® », une formation en ligne offerte avec le Algonquin College, et nous avons présenté en primeur notre vidéo sur les principes de PCAP® à l'étage principal devant des centaines de délégués et de Chefs de l'APN. Les foires commerciales sont toujours une occasion de sensibilisation importante où nous pouvons parler directement de nos activités – et connecter – avec les décideurs des Premières Nations.

Publications

Le CGIPN a également publié ou copublié de nombreux articles au cours de l'exercice 2013-2014.

Dans le numéro de novembre 2013 du magazine Infirmière canadienne, on retrouve une lettre d'opinion de la directrice générale du CGIPN, Gail McDonald, qui explique pourquoi les principes de PCAP® des Premières Nations devraient être pris en considération par les chercheurs en santé intéressés à travailler avec les communautés des Premières Nations. L'article, intitulé « Une recherche fondée sur des principes de respect », présente un aperçu de la recherche en santé dans les communautés des Premières Nations, retrace l'histoire des principes de PCAP® et présente un plaidoyer en faveur de l'utilisation des principes de PCAP® par tous les chercheurs en santé au Canada.

En janvier 2014, le Journal de l'Association des bibliothèques de la santé du Canada publiait « A Commitment to First Nations Data Governance: A Primer for Health Librarians ». Écrit conjointement par Kevin Read (New York University), Eugene Barsky (University of British Columbia), Gail Mc Donald et Brad Mackay, l'article présente l'approche qu'ont les Premières Nations de la juridiction, de la gouvernance de l'information, de la protection des données, de l'intendance et des droits collectifs dans le cadre des principes de PCAP®.

Conclusion

En résumé, la dernière année s'est déroulée sous le signe de la productivité et de la créativité au service des Communications du CGIPN. Après la mise en place du service, il y a 18 mois, nous avons établi et maintenu des normes élevées pour les communications écrites, nous avons favorisé et encouragé une image plus soignée, nous avons cultivé une présence en ligne crédible, et nous avons produit une vidéo pour aider à expliquer notre mission et notre mandat à une audience élargie. Nous avons soutenu les capacités régionales en communication et avons privilégié des approches originales de sensibilisation et de mise en marché dans les communautés dont nous verrons les retombées dans l'année qui vient. Nous demeurons engagés envers ces actions, et continueront de les réaliser de façon professionnelle au cours des mois et des années à venir.

ENQUÊTE COMMUNAUTAIRE DE L'EREEE/ERS

L'Enquête communautaire a été élaborée en 2008, dans le cadre de la Phase 2 de l'ERS, comme façon d'explorer la relation entre les caractéristiques d'une communauté (i.e., les programmes, les politiques ou l'infrastructure) et les résultats en santé et en bien-être tels que révélés par les résultats de l'ERS. En tant que partie intégrante de l'Enquête régionale sur la santé, l'Enquête communautaire s'est adaptée aux changements du calendrier afin d'être réalisée parallèlement à la mise en œuvre de l'EREEE et de l'ERS, c'est-à-dire déployée sur le terrain en 2015.
D'abord produit comme une partie du processus de la Phase 2 de l'ERS, le premier Rapport de l'Enquête communautaire offrait un aperçu des indicateurs de santé dans 236 communautés des Premières Nations, dont :

- environnement externe
- logement et infrastructure
- aliments et nutrition
- emploi et développement économique
- éducation
- justice
- sûreté et sécurité
- services de santé
- services sociaux
- identité
- gouvernance

L'Enquête communautaire de l'ERS a d'abord été administrée comme questionnaire papier comportant 10 sections sur différents thèmes. Pour qu'une communauté remplisse le questionnaire, il fallait d'abord que la personne ayant le plus de connaissances sur un sujet donné remplisse cette section, puis que le questionnaire soit acheminé à une autre personne connaissant bien un autre thème et ainsi de suite. Ce format avait donc comme conséquence que le processus se prolongeait, allant parfois jusqu'à deux ans pour que le questionnaire soit entièrement rempli.

Les résultats de la Phase 2 de l'ERS démontrant que la connectivité Internet s'améliorait rapidement dans les communautés des Premières Nations, il a été possible d'envisager une mise à niveau technologique qui permettrait une mise en œuvre plus efficace de l'enquête.

Au cours de la dernière année, le CGIPN a donc sollicité la rétroaction des régions et a passé en revue d'autres enquêtes afin d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'Enquête communautaire de l'EREEE et de la Phase 3 de l'ERS. La rétroaction visait principalement la collecte de données, l'expérience des répondants, et le besoin croissant des résultats de cette recherche pour appuyer la planification, l'évaluation et la prestation de services.

Réalisations

Développement d'une Enquête communautaire électronique

Cette année, le CGIPN a exploré la possibilité de bonifier la façon d'administrer l'Enquête communautaire, en effectuant la transition d'une enquête traditionnelle sur papier à un logiciel de mise en œuvre d'une enquête électronique. Dans le cadre de cette recherche, nous avons examiné trois applications logicielles et avons opté pour LimeSurvey car elle répondait aux exigences suivantes :

Coût : Il s'agit d'un logiciel libre sans frais; nous avons donc embauché un programmeur afin qu'il intègre nos exigences spécifiques pour l'enquête.

Conformité aux principes de PCAP® : Les données collectées seront automatiquement stockées sur nos propres serveurs protégés et sécurisés, et non pas dans un espace de stockage cloud comme dans le cas des programmes d'application de développement des autres enquêtes.

Souplesse et convivialité : LimeSurvey peut être administré à l'aide d'un PC ou d'un appareil mobile. De plus, les répondants peuvent sauvegarder leurs réponses et compléter l'enquête ultérieurement. Il permet également à l'utilisateur de créer une version imprimable si la connectivité Internet se révèle problématique. Cet interface d'administration permettra d'ajouter des questionnaires imprimés ou de changer pour des réponses par téléphone, ce qui sera particulièrement utile pour l'essai pilote du questionnaire avant le déploiement à grande échelle de l'enquête afin d'assurer que les réponses soient claires et précises et de détecter tout problème technique pendant la collecte de données.

Précision : Ce programme permet l'enchainement logique, le chainage et les micro-ajustements, ce qui permettra de minimiser le nombre d'erreurs de saisie et les erreurs d'entrée de valeurs manquantes. Le programme peut, en outre, envoyer des invitations et des rappels automatiques par courriel (une fois paramétré) afin d'optimiser le nombre de questionnaires complétés.

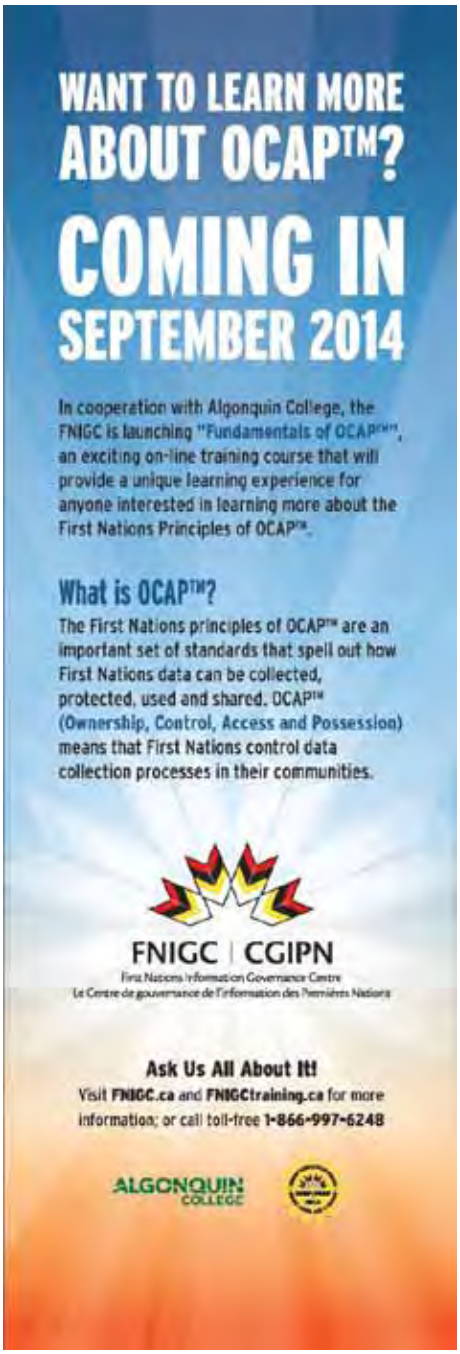
Prochaines étapes

Pendant la finalisation du questionnaire de l'Enquête communautaire et sa traduction en français, nous travaillerons à la rédaction du Manuel de formation, nous entamerons la coordination régionale et l'engagement communautaire, les essais pilotes et la préparation en vue d'un déploiement sur le terrain à l'hiver 2015 et de la fin de la collecte de données en septembre 2015.

PCAP®

Les fondements des principes de PCAP®

Conformément au mandat du CGIPN d'offrir une formation sur les principes de PCAP® aux membres et aux communautés des Premières Nations, nous sommes à mettre la touche finale à un nouveau cours en ligne en collaboration avec le Algonquin College qui sera lancé en septembre 2014. « Les fondements des principes de PCAP® » seront une occasion d'apprentissage unique pour toute personne intéressée à en apprendre davantage sur les principes de PCAP® des Premières Nations.



Le cours sera composé de cinq unités :
Unité 1 « Introduction »
Unité 2 « Que sont les principes de PCAP®? »
Unité 3 « Les principes de PCAP® dans les communautés des Premières Nations »
Unité 4 « L'utilisation des principes de PCAP® dans les communautés des Premières Nations »
Unité 5 « Les principes de PCAP® de façon concrète »

Sous contrat avec le CGIPN, le Algonquin College a fourni un instructeur/concepteur qualifié qui aide à l'élaboration du cours en ligne. Par ailleurs, le Algonquin College a donné la permission au CGIPN d'utiliser le logo du collège pour le marketing et la promotion du cours en ligne. Le cours comportera un processus d'inscription mensuel qui débutera en septembre 2014. Les frais d'inscription seront collectés par le CGIPN, et le nom et les coordonnées des étudiants seront transmis au Algonquin College qui traitera ensuite leur inscription.

Le coût suggéré du cours est de 325 $. Le coût des cours d'autres organisations à but non lucratif varie entre 535 $ et 645 $, selon les cours offerts sur leur site Web. Si le CGIPN va de l'avant avec ce coût et que 10 personnes s'inscrivent chaque mois, cela pourrait représenter un revenu de 3 250 $ par mois qui aiderait à payer pour les coûts de développement et les dépenses d'entretien et d'administration.

Nous avons établi quatre objectifs d'apprentissage pour Les fondements des principes de PCAP®.

Objectif 1 : L'étudiant acquiert une compréhension approfondie des principes de PCAP® des Premières Nations, il comprend les principes sur lesquels sont fondés PCAP®, et acquiert une compréhension des facteurs qui ont contribué au développement des principes de PCAP®. L'étudiant connaît les bénéfices des principes de PCAP® et comprend l'importance de la recherche et de l'information pour l'autodétermination des membres, des organisations et des communautés des Premières Nations, et il est conscient de la façon dont l'ERS et l'EREEE intègrent les principes de PCAP® des Premières Nations.

Objectif 2 : l'étudiant démontrera comment une communauté peut gérer son information afin de protéger ses données. L'étudiant reconnaitra qu'il est important que les Premières Nations exercent leur juridiction et la gouvernance de leur information et de leurs données, il comprendra la différence entre la protection des renseignements personnels et collectifs, il connaitra les endroits où des fuites de données peuvent survenir, et il reconnaitra les outils (i.e. codes de protection des renseignements personnels, codes d'éthique, ententes de partage de données, etc.) que les Premières Nations peuvent utiliser pour protéger leurs données.

Objectif 3 : l'étudiant développera les connaissances et les compétences nécessaires pour aider un chercheur, une communauté ou une organisation à intégrer les principes de PCAP® des Premières Nations. L'étudiant connaître le soutien disponible par le CGIPN, il se familiarisera avec les modèles et les protocoles développés pour intégrer les principes de PCAP® au plan communautaire, il développera la confiance nécessaire pour expliquer et modifier les modèles et protocoles existants afin de répondre aux besoins d'une communauté, ou pour les représentants du gouvernement, et de promouvoir les principes de PCAP® des Premières Nations dans les politiques ou les procédures gouvernementales.

Objectif 4 : l'étudiant fournira des exemples de recherche et d'ententes de partage des données qui intègrent les principes de PCAP® comme fondement, et il sera en mesure de produire des outils qui les aideront à développer une entente de recherche mutuellement respectueuse qui protège les données d'une communauté et conforme aux principes de PCAP® des Premières Nations. L'étudiant sera capable :

d'élaborer des stratégies pour exercer la juridiction des Premières Nations sur la recherche dans leurs communautés, de comprendre les objectifs d'une recherche communautaire contrôlée par les Premières Nations, de savoir comment protéger les données de recherche, de reconnaître les parties d'une entente de recherche qui doivent être négociées, et de développer les compétences – et la confiance – pour négocier une entente de recherche.
Le CGIPN a annoncé « Les fondements des principes de PCAP® » lors de l'Assemblée générale annuelle de l'APN à Halifax, en Nouvelle-Écosse, du 15 au 17 juillet; cette annonce a été accueillie avec un grand intérêt par les Chefs et l'assemblée des participants.

Le nom de domaine FNIGCtraining.ca a été acheté et affichera le lien vers l'information sur le cours et l'inscription. Cette page Web présentera également de futures formations offertes par le CGIPN.

OCAMP

L'expression « OCAMP » (PCAP 101) a vu le jour lors de la séance de planification stratégique du conseil d'administration du CGIPN, en 2011, comme une façon d'identifier la formation du CGIPN sur les principes de PCAP® des Premières Nations et la façon dont ils peuvent être utilisés par les membres et les communautés des Premières Nations.

Une première séance de formation PCAP 101, intitulée « Les principes de PCAP® dans nos communautés », a été donnée par Audrey Lawrence lors de l'Atelier national du CGIPN en mars 2013.

Au cours de la dernière année, le CGIPN a également tenu son premier atelier PCAP 101 à Moncton, au Nouveau-Brunswick, du 16 au 18 octobre 2013, à l'Hôtel Casino New Brunswick. Quinze participants des Premières Nations ont pu profiter de cet atelier; majoritairement des commis à la liste de bande, des directeurs de la santé, des chercheurs et des gestionnaires en TI provenant de la Union of Nova Scotia Indians, Mi'kmaw Kina'matnewey, Wagmatcook Health, Tobique Wellness Center, la Première Nation Nipissing, les Premières Nations Dokis et Elisipogtog Health and Wellness.

Le coordonnateur à la formation et au développement du CGIPN, Jerry Lanouette, a animé l'Atelier PCAP 101, aidé de Clairissa Kelly, adjointe de recherche, et de Audrey Lawrence. Ce premier atelier PCAP 101 était centré sur quatre objectifs clés :

- Faciliter une compréhension approfondie des principes de PCAP® ;
- Démontrer comment une communauté peut gérer son information afin de protéger ses données;
- Fournir le savoir et les outils pour aider une communauté à intégrer les principes de PCAP®;
- Fournir des exemples et des modèles pour élaborer des ententes de recherche mutuellement respectueuses qui protègent les données des communautés et assure la conformité aux principes de PCAP®.
- L'atelier s'est révélé un succès et les participants ont été très actifs par rapport au contenu et aux exercices en groupe. Les commentaires recueillis par l'entremise de formulaires d'évaluation étaient majoritairement positifs; le sentiment général étant que d'autres régions et membres de communautés des Premières Nations auraient avantage à bénéficier d'ateliers similaires.

Prochaines étapes

Au cours de l'année à venir, le CGIPN prévoit solliciter davantage de communautés et de membres des communautés pour participer à PCAP 101. De nouveaux ateliers sont d'ailleurs prévus dans les prochains mois à Edmonton, en Alberta, et en Ontario.

Enregistrement de la marque de commerce PCAP®

En date du 13 août 2014, le logo PCAP®, qui orne les publications, le matériel de communication, les rapports et le site Web depuis plus de deux ans, est maintenant une marque de commerce déposée aux yeux de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada. Il s'agit là de la dernière étape d'un processus qui s'est étendu sur plusieurs années pour le CGIPN pour sécuriser le logo PCAP® au nom de tous les membres et les communautés des Premières Nations. Cela nous permettra donc de protéger le logo et de prendre des mesures contre tout mésusage potentiel par une tierce partie.

THE FIRST NATIONS DATA CENTRE

The FNIGC First Nations Data Centre serves the data needs of individuals pursuing academic research, policy development, and program planning and evaluation. It was previously known as the Research Data Centre, but in order to minimize confusion with Statistics Canada's established network of Research Data Centres, the FNIGC decided to rebrand it as the First Nations Data Centre (FNDC), a name which borrows from the well-known Research Data Centres yet distinguishes itself as being First Nations specific.

Currently the FNDC houses data from the Regional Health Survey (RHS) and the Community Survey. In the coming years it will add data from the Regional Early Childhood, Education, and Employment Survey (REEES) as well. The FNDC is set-up to manage all types of data requests, such as custom tabulations and access to record-level data or research services.

The FNDC is another valuable data access service offered by the FNIGC in addition to the popular FNIGC Data Online, which offers free access to our published data.

FNDC Online Data Request Forms

Earlier in the year the FNDC developed online data request forms, which will allow clients to input the required information and registration forms. We have spent the past few months beta-testing the forms with a select group of researchers, and have fine-tuned the process in response to their feedback.

However, in anticipation of an increased number of requests once the FNDC officially goes public we would like to examine the structure and function of the National Data Access Review Committee to facilitate timely reviews.

The web presence FNDC, which will be hosted on FNIGC's website, are under review and are slated to go live in time for a Winter 2014 launch.

FNDC Data Requests

During the past year there have been several requests that have gone through the FNDC or are currently in the process of making the request. These include:

- Dr. Amy Bombay et al.: Cumulative Effects of Indian Residential Schools (FNDC access)
- Dr. Janet Smylie et al.: St. Michael's Hospital- Well Infants, Well Families, Well Nations – A National and Regional Multivariate Analysis of First Nations Infant and maternal Health using First Nations Regional Longitudinal Health Survey Data (FNDC access)
- National Collaborating Centre for Aboriginal Health and University of Northern British Columbia– Exploring the Association between the Community Determinants of Health and Individual Well-being in Indigenous communities. (Research Services)
- Public Safety Canada- (General Custom Tables)
- Aboriginal Affairs and Northern Development Canada- (General Custom Tables)
- Dr. Melanie O'Gorman and the Water Advocacy Group – Socio-economic Well-Being and Water Infrastructure: A Quantitative Analysis using the First Nations Regional Health Survey (FNDC access))
- Public Health Agency of Canada – Health Inequities Report (blend of General Custom Tables and Research Services request)- under contract development.

Next Steps

Everything is on track for an official launch of the FNDC in late Fall 2014. The launch will be a "soft launch," which will allow for us to gauge the interest and demand for the service. Brochures and other communications material – including a media release – will be produced as part of the launch.

FNIGC | CGIPN
First Nations Information Governance Centre
Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations

PERSONNES-RESSOURCES AU CGIPN

Conseil d'administration

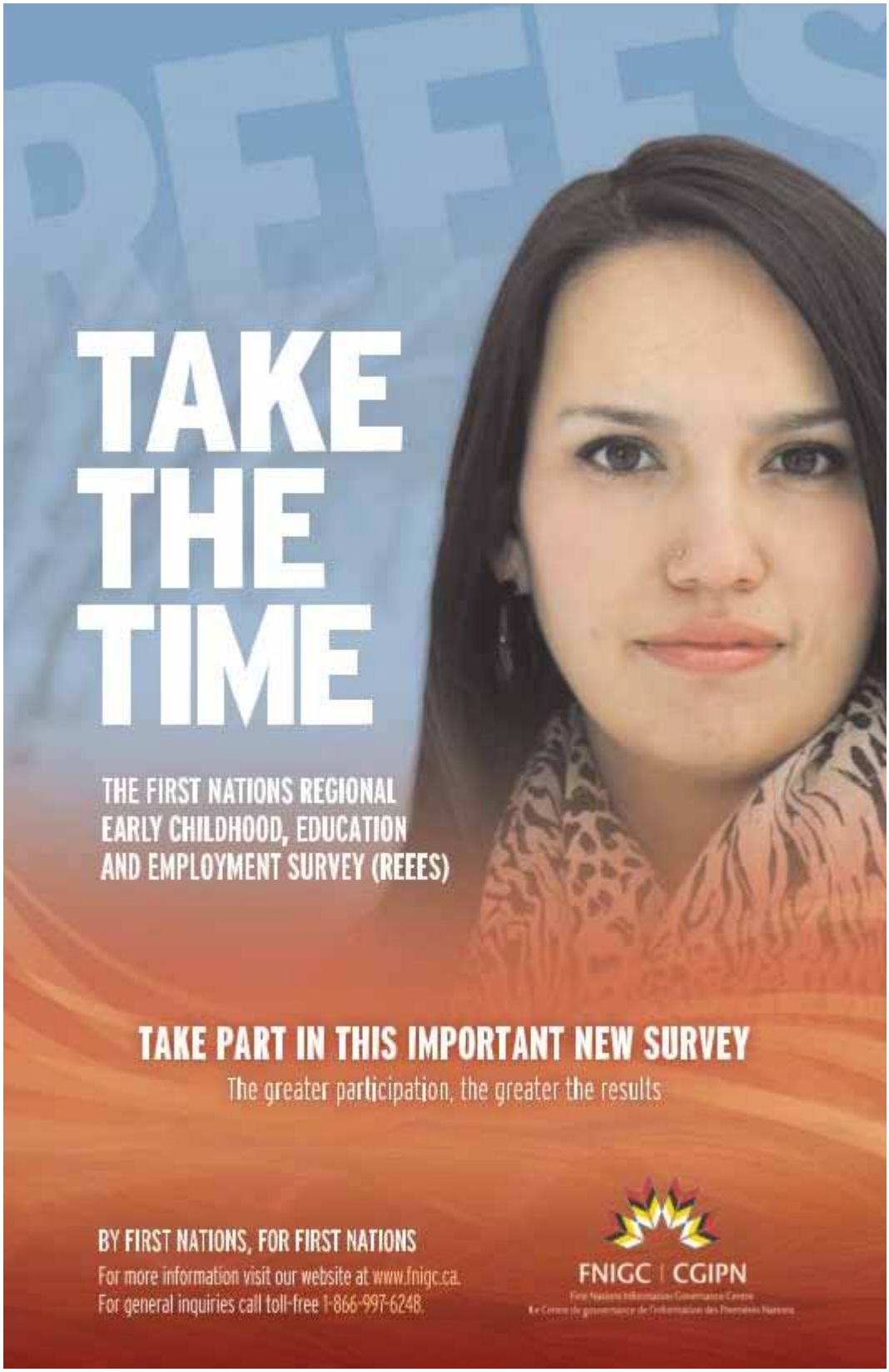
Ceal Tournier, présidente (Saskatchewan)
Sonia Issac-Mann, coprésidente (Assemblée des Premières Nations)
Tracy Antone, trésorière (Ontario)
Sarah «Sally» Johnson, secrétaire (Nouvelle-Écosse)
Nancy Gros Louis McHugh, (Québec)
Gwen Phillips (Colombie-Britannique)
Chef Charlie Boucher (Manitoba)
Chef régional Cameron Alexis (Alberta)
Peter Birney (Nouveau-Brunswick)
Ialeen Jones (Territoires du Nord-Ouest)
Lori Duncan (Yukon)

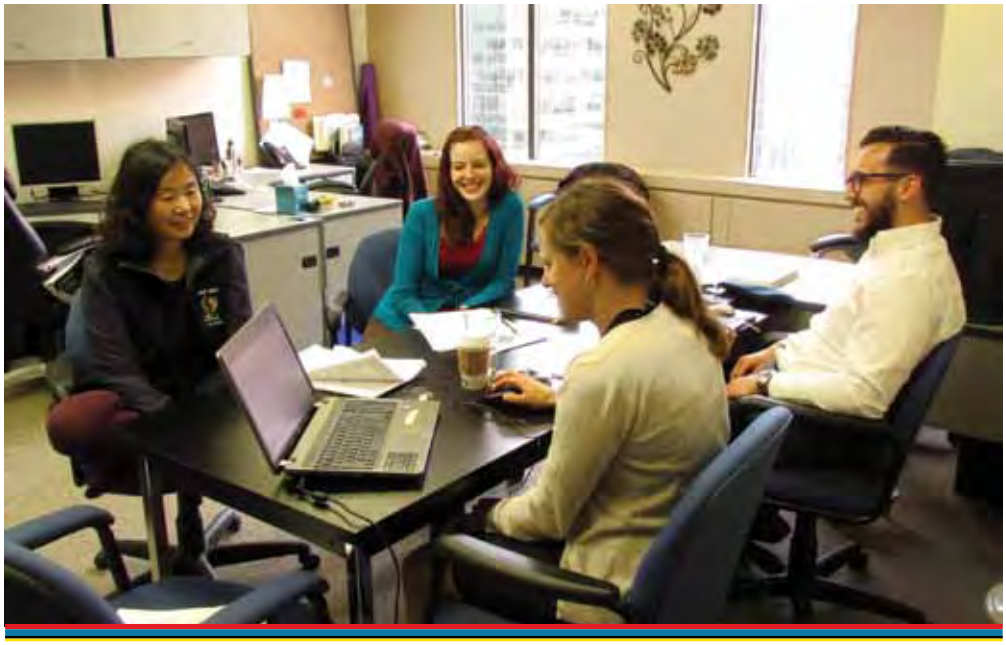
Délégués

Chef Leroy Denny, Première Nation d'Eskasoni (N.-É.)
Chef Candice Paul, Première Nation de Saint Mary (N.-B.)
David McLaren, Première Nation de Eagle Village (QC)
Grand Chef Patrick Madahbee, Chiefs of Ontario
Chef Charlie Boucher, Premières Nations de Pine Creek (MB)
Vice-Chef Kimberly Johnathan, Federation of Saskatchewan Indian Nations
Chef régional Cameron Alexis, Chef régional à l'APN (AB)
Grand Chef Doug Kelly, First Nations Health Council (C.-B.)
Chef adjointe Clara Van Bibber, Première Nation Tr'ondek Hwech'in (Yukon)
Ialeen Jones, Déné National, (T.N.-O.)

Personnel du CGIPN

Gail Mc Donald, directrice générale
Albert Armieri, coordonnateur principal des projets statistiques
Fei Xu Senior, analyste statistique principale
Addie Pryce, coordonnatrice de l'ERS et du développement des capacités
Alana Roscoe, analyste de données de l'ERS
Lyndsy Gracie, adjointe au projet de l'ERS (en congé)
Derek Thompson, chargé de projet national de l'EREEEPN
Katie Wood, coordonnatrice technique de l'EREEEPN (en congé)
Kyla Marcoux, coordonnatrice tehnique intérimaire
Lorraine Cheechoo, adjointe administrative à l'EREEEPN et à l'ERSPN
Brad Mackay, coordonnateur des communications
Maria Santos, coordonnatrice du Centre de données des PN
Jerry Lanouette, coordonnateur de la formation et du développement
Colette Kataquapit, adjointe exécutive aux opérations
Venkata Ramayanam, analyste de données de l'EREEEPN
Angela Ashawasegai, adjointe administrative et réceptionniste au CGIPN


REEES
TAKE THE TIME
THE FIRST NATIONS REGIONAL EARLY CHILDHOOD, EDUCATION AND EMPLOYMENT SURVEY (REEES)
TAKE PART IN THIS IMPORTANT NEW SURVEY
The greater participation, the greater the results
BY FIRST NATIONS, FOR FIRST NATIONS
For more information visit our website at www.fnigc.ca.
For general inquiries call toll-free 1-866-997-6248.
FNIGC | CGIPN



FNIGC | CGIPN

First Nations Information Governance Centre
Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations

HEAD OFFICE:
49 Ford Lane, Unit 1,
Akwesasne ON K6H 5R7

OTTAWA OFFICE:
170 Laurier Avenue West, Suite 904,
Ottawa ON K1P 5V5
Fax: 613-231-7072
Tel: 613-733-1916
Toll Free: 866-997-6248

Website: **www.FNIGC.ca**
Facebook: **www.facebook.com/FNIGC**
Twitter: **www.twitter.com/fnigc**